

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2508

9 octobre 2013

SOMMAIRE

Agence de Publicité Signtec S.à r.l.	120381	P.R. Coiffure S.à r.l.	120345
AMPM Communication S.à r.l.	120381	ProLogis UK XCVIII S.à r.l.	120363
Aztiq Pharma Management S.A.	120384	Regenbogenzwei S.A.	120342
Bel Air	120384	Remapa Spf S.A.	120342
GFI Software S.A.	120383	Resource Engineering SA	120339
Hathor Finance S.à r.l.	120338	Restaurant Mathes S.à r.l.	120338
Helium II S.A.	120348	Reybier Développement S.A.	120339
Helium II S.à r.l.	120348	Rio Forte Investments S.A.	120341
IF Two 1 S.à r.l.	120346	Rodio Sprink-Lux Engineering S.A.	120342
IF Two Top S.à r.l.	120384	Roscoe Investments S.A.	120341
Intorel S.à r.l.	120346	Rosepark	120339
Jasmine Securitization S.à r.l.	120365	Roses et Fleures Holding SA	120343
Kanoba S.A.	120346	Saint-Exupéry S.A.	120341
Lions Club Luxembourg Viaduc	120345	Schenker Luxembourg GmbH	120343
Logistics Property Venture S.à r.l.	120346	Schimmelpenningh International S.A.	120344
LUNAV S.A., société de gestion de patri- moine familial	120347	Schorndorf Investments S.A.	120340
Lux-Forêts du Nord S.à r.l.	120347	SEGRO Luxembourg S.à r.l.	120344
Majordome Luxembourg S.A.	120347	Seruvy S.A.	120344
Nordic Land Holding (Luxembourg) S.à r.l.	120347	Seruvy S.A.	120344
Paneuropa Real Estate InvestCo	120346	Sherwood Investments S.A.	120340
Pan European Real Estate Fund 3 S.A. ..	120377	Shire Holdings Ireland No.2 Limited, Lu- xembourg Branch	120339
Pan European Real Estate Fund 4 S.A. ..	120378	SI BEG Holding II S.à r.l.	120344
Pan European Real Estate Fund 6 S.A. ..	120379	Silverhorn SICAV-SIF	120340
Pan European Real Estate Fund 7 S.A. ..	120380	Simon Ivanhoe II S.à r.l.	120340
Pendragon Fund SICAV SIF S.C.A.	120345	Société luxembourgeoise de Leasing BIL- LEASE	120343
Peppe S.à r.l.	120345	Solvadis International S.à r.l.	120343
PepsiCo Group Spotswood Holdings S.C.S.	120338	Sunny Valentin Investments S.A.	120341
PF PRISM Holdings S.à r.l.	120345	Super Ebco S.à r.l.	120338
PF Prism S.à r.l.	120345	Travhydro Luxembourg S.A.	120347
Plug & Play S.à r.l.	120342	Zaunmontage S.à r.l.	120383

Hathor Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 171.666.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 13 août 2013

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant.

2. M. Ritsaert TRAMPE a démissionné de son mandat de gérant.

3. Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Venezuela), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

4. M. Jonathan MIGNON, administrateur de sociétés, né à Libramont (Belgique), le 25 juillet 1988, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Hathor Finance S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013118823/20.

(130144264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Super Ebco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 160.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 178.453.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 août 2013.

Référence de publication: 2013118997/11.

(130144191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

PepsiCo Group Spotswood Holdings S.C.S., Société en Commandite simple.

Capital social: USD 1.000.035,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 163.853.

—
Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013118943/11.

(130144514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2013.

Restaurant Mathes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5401 Ahn, 37, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 18.210.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/08/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013119551/12.

(130145163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Resource Engineering SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 175.235.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 01.07.2013 14.00 Uhr abgehalten am gesellschaftssitz

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Stefan Theisen wird aus seinem Amt als alleiniges Verwaltungsratsmitglied abberufen.
- 2) Denys Gumenyuk, ansässig 83117 Ukraine, Donetsk, Petrovskogo str.136A, flat 136, wird zum neuen alleinigen Verwaltungsratsmitglied berufen. Das Mandat endet mit dem Tag der ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2018 stattfindet.

Luxemburg, den 01.07.2013.

Unterschrift

Die Versammlung

Référence de publication: 2013119550/16.

(130145027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Rosepark, Société Anonyme.

Capital social: CHF 51.456,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 117.870.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'unique associé en date du 31 juillet 2013 que:-

- Les mandats de Monsieur Hans HOLDENER et de Monsieur Hans-Peter WASSER, sont prolongés jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2015.
- Le mandat du Commissaire aux comptes Mayfair Trust S.à r.l. a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2015.

Walferdange.

Pour la société

Référence de publication: 2013119566/16.

(130145001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Reybier Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 62.947.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013119562/11.

(130144878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Shire Holdings Ireland No.2 Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 138.704.

Les comptes annuels de la personne morale de droit étranger au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119578/11.

(130145271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Sherwood Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 171.368.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de 1 Associé Unique prises en date du 20 août 2013 que:

- La démission de Monsieur Francesco ABBRUZZESE en sa qualité d'administrateur de la Société avec effet immédiat, a été acceptée.

- La nomination avec effet immédiat de Monsieur Stéphane ALLART, né le 19 février 1981 à Uccle, Belgique, demeurant professionnellement au 163 rue du Kiem, L-8030 STRASSEN, en tant que nouvel administrateur a été acceptée, pour une durée indéterminée:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119577/17.

(130145018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Silverhorn SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 174.190.

Le siège social de la société Silverhorn SICAV-SIF a été transféré au 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg avec effet au 20 août 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2013119579/11.

(130145043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Simon Ivanhoe II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 151.823.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/08/2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013119580/12.

(130144818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Schorndorf Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 129.505.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013119592/14.

(130145364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Sunny Valentin Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 111.656.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 3 juin 2013

Les actionnaires ont pris unanimement la résolution suivante:

Les mandats de l'administrateur Kees Roovers, demeurant NL-3581 Utrecht, 41, Oudwijk, et du commissaire aux comptes Fibetrust S.à.r.l., demeurant professionnellement à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, sont renouvelés pour une durée de six ans.

Pour l'exactitude de l'extrait

Référence de publication: 2013119586/13.

(130145165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Saint-Exupéry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 131.481.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013119587/10.

(130145392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Rio Forte Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 134.741.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 25 juin 2013 que ERNST & YOUNG, avec siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach, nommé au poste de réviseur d'entreprises agréé ainsi qu'au poste de Commissaire aux Comptes a été reconduit dans ses deux fonctions pour une nouvelle période statutaire de trois ans.

Les mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013119563/14.

(130145140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Roscoe Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 63.696.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 7 août 2013, la démission d'un administrateur, à savoir:

- Monsieur Daniel CAPP, administrateur, né le 18 mars 1969 à Quimper (France), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg

Le Conseil d'Administration décide en date du 7 août 2013, de nommer comme Président du Conseil d'Administration, à savoir:

- Monsieur Claude ZIMMER, Président et administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013119565/17.

(130144786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Regenbogenzwei S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.032.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale accepte, à compter du 19 août 2013, la démission d'un administrateur, à savoir:

- Monsieur Daniel CAPP, administrateur, né le 18 mars 1969 à Quimper (France), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg

Le Conseil d'Administration décide en date du 19 août 2013, de nommer comme Président du Conseil d'Administration, à savoir:

- Monsieur Claude ZIMMER, Président et administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013119558/17.

(130144787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Remapa Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 32.149.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013119561/12.

(130145277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Rodio Sprink-Lux Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5570 Remich, 21, route de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 116.943.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013119564/10.

(130145310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Plug & Play S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 146.576.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 12 avril 2013

1. La démission de Madame Séverine Desnos avec effet au 11 avril 2013.

2. L'assemblée décide de nommer comme nouveau gérant en remplacement du gérant démissionnaire:

- Monsieur Frédéric Depireux, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg, avec effet au 12 avril 2013.

Le nouveau gérant terminera le mandat de son prédécesseur, mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013119541/15.

(130144901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Roses et Fleures Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 79.516.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 20 Août 2013:

1. Nomination à la fonction d'administrateur de la société:

- Madame Christina Cornelia VAN DEN BERG, administrateur de sociétés, avec adresse au 95 Van Velden Straat, 0216 Hartbeespoort, avec effet immédiat

Le mandat d'administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 Aout 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013119567/17.

(130144777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Solvadis International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 133.997.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119583/10.

(130144980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Schenker Luxembourg GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 150.000,00.

Siège social: L-3372 Leudelange, Zone Industrielle Am Bann.
R.C.S. Luxembourg B 32.809.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119590/10.

(130145259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Société luxembourgeoise de Leasing BIL-LEASE, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 38.718.

—
Extrait de la résolution du Conseil d'administration du 19 juin 2013

La résolution suivante a été prise par voie circulaire en date du 19 juin 2013, à l'unanimité des voix et sous la signature de tous les administrateurs, en conformité avec l'article 6 des statuts de la société.

1. Transfert du siège social

Les membres du Conseil d'administration décident de transférer le siège social de la société, à partir du 1^{er} juillet 2013, à l'adresse suivante:

42, rue de la Vallée à L-2661 Luxembourg

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Marcel LEYERS / Charlotte LIES

Administrateur-délégué / Directeur

Référence de publication: 2013119581/17.

(130144852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Schimmelpenningh International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 79.494.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013119591/10.

(130145105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Seruvy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 85A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 119.469.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013119596/11.

(130144916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Seruvy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8440 Steinfort, 85A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 119.469.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013119597/11.

(130144917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

SEGRO Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 177.317.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67098 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119595/10.

(130145386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

SI BEG Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 153.073.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/08/2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013119598/12.

(130144838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

**Peppe S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. P.R. Coiffure S.à r.l.).**

Siège social: L-2160 Luxembourg, 16, rue Munster.
R.C.S. Luxembourg B 50.825.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013119538/10.

(130144772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

PF PRISM Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 158.348.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013119539/10.

(130144861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

PF Prism S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 158.347.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013119540/10.

(130144860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Lions Club Luxembourg Viaduc, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8028 Strassen, 19, rue Mathias Goergen.
R.C.S. Luxembourg F 2.990.

Les statuts coordonnés (version au 14 août 2013) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119427/10.

(130145142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

**Pendragon Fund SICAV SIF S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV -
Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 154.402.

Le bilan audité au 31 décembre 2012 tel qu'approuvé lors de l'assemblée générale tenue en date du 7 août 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013119537/14.

(130144910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Intorel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 7, rue du Saint Esprit.
R.C.S. Luxembourg B 89.372.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013119406/10.

(130145016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

IF Two 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.
R.C.S. Luxembourg B 128.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119390/9.

(130145046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Kanoba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 109.532.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013119414/10.

(130144764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Logistics Property Venture S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.300.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67099 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119429/10.

(130145358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Paneuropa Real Estate InvestCo, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.998.575,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 118.879.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21.08.2013.

Pour: Paneuropa Real Estate InvestCo

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013119516/15.

(130145080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Lux-Forêts du Nord S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9161 Ingeldorf, 3, rue du Prince Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 106.572.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013119460/10.

(130145179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

LUNAV S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 149.958.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.08.2013.

Pour: LUNAV S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013119456/16.

(130144844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Nordic Land Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 128.976.

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119492/9.

(130145235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Majordome Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89F, Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 164.658.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 août 2013.

Référence de publication: 2013119465/10.

(130145241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Travhydro Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7333 Steinsel, 54, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 30.617.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119637/9.

(130145033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

**Helium II S.A., Société Anonyme,
(anc. Helium II S.à r.l.).**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 178.302.

In the year two thousand and thirteen, on the eleventh of July.

Before Us Maître Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of HELIUM II S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 52-54 avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 178.302, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on June 18, 2013, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

There appeared:

The sole shareholder of the Company, namely HELIUM S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 123.978 (the "Sole Shareholder"), here duly represented by Me Nicolas GROSJEAN, lawyer, with professional address at 252, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

The above mentioned proxy, being initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder declared and requested the notary to act that:

I.- The 12,500 (twelve thousand five hundred) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

II.- The Sole Shareholder waives its right to prior notice of the current meeting; it acknowledges being sufficiently informed beforehand on the agenda, considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. The Sole Shareholder resolves that all the documentation produced to the meeting has been put at its disposal within a sufficient period of time in order to examine carefully each document.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 18,500 (eighteen thousand five hundred Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) to EUR 31,000 (thirty-one thousand Euros) by the issuance of 18,500 (eighteen thousand five hundred) new shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

2. Subscription and payment of all the new shares by the sole shareholder of the Company;

3. Acknowledgment of the resignation of the managers of the Company and approval of the granting of discharges;

4. Conversion of the legal form of the Company from a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") into a public limited liability company ("société anonyme") and restatement of the articles of association of the Company in their entirety;

5. Appointment of directors and statutory auditor of the Company and determination of the term of their mandates; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 18,500 (eighteen thousand five hundred Euros) so as to raise it from its current amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) by the issuance of 18,500 (eighteen thousand five hundred) new shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each (the "New Shares").

Subscription - Payment

The Sole Shareholder declares to subscribe to all the New Shares and to pay them through a contribution in cash.

Evidence of the contribution's existence:

Proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary.

Second resolution

It is resolved (i) to acknowledge the resignations of (a) Ms. Zamyra H. Cammans, manager, born on February 11, 1969 in Utrecht (Netherlands), with professional address at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, (b) Mrs.

Petronella J.S. Dunselman, manager, born on April 6, 1965, in Amsterdam (Netherlands), with professional address at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, (c) Mr. Ross Grater, manager, born on July 11, 1980 in Windhoek, (Namibia), with professional address at 15-17 Grosvenor Gardens, SW1W 0BD, London, (United-Kingdom) and (d) Mr. Jean Lemaire, manager, born on July 10, 1953 in Bastogne (Belgium), with professional address at 12 A Rue de Randlingen L-8366 Hagen, Grand-Duchy of Luxembourg, as managers of the Company and (ii) to give them discharge for the performance of their mandates until the date hereof.

Third resolution

It is resolved to convert the legal form of the Company from a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") into a public limited liability company ("société anonyme") called "HELIUM II S.A." and to restate completely the articles of association in order to adapt them to the new form of the Company, without amendment to its essential elements, like its purpose.

Consequently, the 31,000 (thirty-one thousand) current shares are replaced by 31,000 (thirty-one thousand) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Each shareholder will receive an "S.A. share" against an "S.à r.l. share".

Report of the auditor

In accordance with articles 33-1, 32-1 and 26-1 (1) of the modified law of 10 August 1915 on commercial companies such change of form has been supervised by "FBK AUDIT S.à r.l.", a limited liability company, with registered office in 47, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, acting as independent qualified auditor ("réviseur d'entreprises agréé") in Luxembourg, under the signature of Mr. Jean-Marie BODEN.

The conclusion of such report is the following:

Conclusion

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de la société qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions de la société à émettre en contrepartie.»

Such report, after having been signed "ne varietur" by the appearing persons and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Fourth resolution

It is resolved to proceed to a full restatement of the articles of association in order to reflect the here-above resolutions and to adapt them to the new form of the company, by giving them the following wording:

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby incorporated by the current owner of the shares created hereafter and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a société anonyme under the name of "HELIUM II S.A." (the "Company").

Art. 2. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. The Company's object is to hold, directly or indirectly, interests in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, to acquire by way of purchase, subscription or acquisition, any securities and rights of any kind through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or to acquire financial debt instruments in any form whatsoever, and to possess, administrate, develop and manage such holding of interests.

The Company may also enter into the following transactions:

To borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

To render assistance in any form, including but not limited to advances, loans, money deposits and credits, to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies" and each as a "Connected Company").

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

To enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any directors or officers of the Company or any of the Connected Companies, and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of any applicable law;

To enter into agreements, including, but not limited to any form of acquisition agreement, sale promise, partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other contracts for services, selling agreements, in relation to the raising of funds;

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors.

It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) in Luxembourg only.

Capital - Shares

Art. 5. The Company's issued share capital is set at EUR 31,000 (thirty-one thousand Euros), consisting of 31,000 (thirty-one thousand) shares having a par value of EUR 1 (one Euro) each.

Art. 6. The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

The Company may have one or several shareholders.

A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

The death, legal incapacity, dissolution, insolvency or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

The Company may, to the extent and under the terms and conditions provided by law, repurchase or redeem its own shares.

The shares are in registered form only and may not be converted into shares in bearer form.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of the shareholders as the full owner of such shares.

In accordance with article 9 of the law dated 5 August 2005 in financial collateral arrangements as amended, the voting rights attaching to the shares may be exercised by any person (hereafter the "Security Agent") in favour of whom such shares have been pledged subject to and in accordance with the relevant pledge agreement. The Security Agent may, in accordance with the relevant pledge agreement, also exercise all rights of the relevant shareholder in relation to the convening of a meeting of shareholders or the adoption of shareholder resolutions, including, for the avoidance of doubt, the right to request the board of directors to convene a meeting of shareholders and to request items to be added to the agenda, and to propose and adopt resolutions in written form (to the extent permitted by law). Any such agreement between a shareholder and the Security Agent governing the above rights shall be given effect to by the Company. Once the Security Agent has elected to exercise the above rights, any decision will be validly adopted only if adopted in accordance with the above provisions.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholder(s) adopted in the same manner required for amendment of these articles of association.

Art. 7. A register of shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shares will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfers of shares and the dates thereof pursuant to article 8 of these articles of association as well as any security rights granted on shares.

Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership of shares will be established through the recording of the shareholder in the register of shares. Certificates of these recordings will be issued and signed by the president of the board of directors or by any two of its members, as the case may be, upon request and at the costs of the relevant shareholder.

The Company will recognize only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of such share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

The shares are freely transferable, subject to the terms and conditions of the law.

General Meetings of shareholders

Art. 9. The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association shall be read as a reference to the "sole shareholder".

The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

Art. 10. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or by the statutory auditor or the independent auditor, as the case may be, to be held at such place, within the Grand Duchy of Luxembourg and on such date as specified in the notice of such meeting. A copy of such notice shall be sent to the Security Agent.

Any meeting of the shareholders of the Company shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg.

The general meeting of shareholders must be convened by the board of directors or by the statutory auditor or the independent auditor, as the case may be, upon request in writing indicating the agenda, addressed to the board of directors or to the statutory auditor or the independent auditor, as the case may be by one or several shareholders representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital. In this case, the general meeting of shareholders must be convened by the board of directors or by the statutory auditor or the independent auditor, as the case may be in order to be held within a period of one (1) month from receipt of such request at such place in the Grand Duchy of Luxembourg and on such date as specified in the convening notice of the meeting. A copy of such notice shall be sent to the Security Agent.

An annual general meeting of shareholders must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as may be specified in the notice of such meeting, on the last Thursday of June at 3.00 p.m. A copy of such notice shall be sent to the Security Agent. If such day is a legal holiday, the annual general meeting of shareholders must be held on the next following business day. The board of directors or the statutory auditor or the independent auditor, as the case may be, must convene the annual general meeting of shareholders within a period of six (6) months from closing the Company's accounts. A copy of such notice shall be sent to the Security Agent.

The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting within the Grand Duchy of Luxembourg, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting. A copy of such notice shall be sent to the Security Agent.

One or several shareholders, representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least five (5) days prior to the date scheduled for the meeting. A copy of such request shall be sent to the Security Agent.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if all the shareholders and the Security Agent state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

No quorum shall be required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by law or by these articles of association.

Each share entitles to one (1) vote, subject to the provisions of the law.

Unless otherwise required by law or by these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking

part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. Any meeting held by conference-call or video-conference shall be initiated from Luxembourg. Each shareholder may vote through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking with a cross the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted with a majority of two-thirds of the votes validly cast at a meeting where at least half of the Company's issued share capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed with a majority of two-thirds of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

Art. 13. Subject to the terms and conditions of the law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders already commenced, including any general meeting convened in order to resolve on an amendment of the articles of association, to four (4) weeks. The board of directors must adjourn any general meeting of shareholders already commenced if so required by one or several shareholders, representing in the aggregate at least twenty per cent (20%) of the Company's issued share capital. By such an adjournment of a general meeting of shareholders already commenced, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

Art. 14. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the president of the board of directors or by any two of its members, as the case may be.

Management

Art. 15. The Company shall be managed by a board of directors, who need not be shareholders of the Company.

This board of directors shall be composed of directors A and directors B having different powers of signature and of decision making, such as set forth below. A majority of the directors in each class shall be Luxembourg residents.

The board of directors is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

In accordance with article 60 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several members of the board of directors or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any person acting alone or jointly with others as agent of the Company.

Art. 16. The board of directors is composed of at least three (3) members.

Art. 17. Directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

The board of directors appoints a president among its members and may also appoint one or several vice-presidents of the board of directors. The first president shall be appointed by the general meeting of shareholders. In the event the president is absent, the meeting of the board of directors shall be presided by a director present and appointed ad hoc.

If a legal entity is elected director of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director and may not be a director at the same time.

Any director may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders, provided that the majority of directors shall have their professional residence in the Grand Duchy of Luxembourg.

The term of the office of a director may not exceed six (6) years and any director shall hold office until its/his/her successor is elected. Any director may be re-elected for successive terms.

Art. 18. If a vacancy in the office of a member of the board of directors because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

If, in case of plurality of shareholders, the total number of members of the board of directors falls below three (3) or below such higher minimum set by these articles of association, as the case may be, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of shareholders or, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on the permanent appointment.

Art. 19. The board of directors shall meet in the Grand Duchy of Luxembourg upon call by the president or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph. A copy of such notice shall be sent to the Security Agent.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors and the Security Agent twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication. Such convening notice is not necessary in case of assent of each director in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof and the Security Agent confirm having been duly informed of such meeting. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors and the Security Agent confirm having been duly informed of such meeting. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of directors are present or represented at a meeting of the board of directors or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association and the Security Agent having been duly informed of such meeting.

Art. 20. The president of the board of directors shall preside at all meeting of the board of directors. In his/her/its absence, the board of directors may appoint another director present and appointed ad hoc.

The board of directors can act and deliberate validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the board of directors, the majority thereof being Luxembourg resident directors.

Resolutions are adopted with the approval of a majority of the members present or represented at a meeting of the board of directors, being noted that at least one director of each class have adopted the said decisions.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing any other director as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any director may represent one or several of his/her/its colleagues.

A Luxembourg resident director may only be represented by another Luxembourg resident director.

Any director who participates in a meeting of the board of directors by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such director's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. Any meeting held by conference-call or video-conference shall be initiated from Luxembourg. Save as otherwise provided by law, any director who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which may conflict with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item.

Art. 21. The secretary or, if no secretary has been appointed, the president shall draw minutes of any meeting of the board of directors, which shall be signed by the president and by the secretary, as the case may be.

Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the president of the board of directors or by any two of its members, as the case may be.

Art. 22. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the joint signature of at least one director of each class or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of directors. Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated in accordance with the rules of such delegation.

Supervision of the company

Art. 23. The operations of the Company provided for by Luxembourg law shall be supervised by one or several statutory auditor(s) or independent auditor(s), as the case may be, shareholders or not.

The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditor(s) or independent auditor(s), as the case may be, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of office, which may not exceed six (6) years. A former or current statutory auditor or independent auditor, as the case may be, may consistently be reappointed by the general meeting of shareholders.

Any statutory auditor or independent auditor, as the case may be, may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

In case of a reduction of the number of statutory auditors or independent auditors, as the case may be, by death or in another manner by more than a half, the board of directors must convene the general meeting of shareholders without undue delay in order to fill the vacancy/vacancies.

The statutory auditor or the independent auditor, as the case may be, has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

The statutory auditor or the independent auditor, as the case may be may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

In case of plurality of statutory auditors or independent auditors, as the case may be, they will form a board of statutory auditors or independent auditors, as the case may be which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor or independent auditor, as the case may be. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors or independent auditors, as the case may be, the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of directors shall apply.

Financial year - Balance sheet - Reserves

Art. 24. The Company's financial year shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first of the same year.

Art. 25. From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's issued share capital.

Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the issued share capital.

Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Dividend

Art. 26. The board of directors may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the law.

The share premium may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the directors, subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 27. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entity/entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

Applicable law

Art. 28. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

Fifth resolution

It is resolved that the number of directors is fixed at five and the number of statutory auditor at one (1).

Are appointed as directors A of the Company the following persons:

- Ms. Zamyra H. CAMMANS, manager, born on February 11, 1969 in Utrecht (Netherlands), with professional address at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg.

- Mrs. Petronella J.S. DUNSELMAN, manager, born on April 6, 1965, in Amsterdam (Netherlands), with professional address at 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg.

Are appointed as directors B of the Company the following persons:

- Mr. Ross GRATER, manager, born on July 11, 1980 in Windhoek, (Namibia), with professional address at 15-17 Grosvenor Gardens, SW1W 0BD, London, (UnitedKingdom).

- Mr. Jean LEMAIRE, manager, born on July 10, 1953, in Bastogne (Belgium) with professional address at 12 A Rue de Randlingen L-8366 Hagen.

- Mr. Pierre LALOYAUX, manager, born on May 25, 1962, in Brussels (Belgium) with professional address at 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg.

Ms. Zamyra H.CAMMANS, prenamed is appointed as president of the board of directors.

The following entity is appointed as statutory auditor of the Company:

- EUROPEAN FIDUCIARY OF LUXEMBOURG S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 2, rue des Dahlias, L-1411 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 114.396.

The address of the Company's registered office is set at 52-54 avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg

The term of office of the directors and of the statutory auditor shall end on the date of the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, resolving upon the approval of the Company's accounts of the accounting year 2018 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder, as the case may be, may determine.

Transitional provisions

- The first business year begins today and ends on 31st December 2013.
- The first annual meeting will be held in 2014.

Costs

The approximate amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately evaluated at one thousand three hundred Euros (EUR 1,300.-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Version française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le onze juillet.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de "HELIUM II S.à r.l.", une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.302, constituée par acte du notaire instrumentaire, en date du 18 juin 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

L'associé unique de la Société, HELIUM S.à r.l, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.978 ("l'Associé Unique"), ici représenté par Maître. Nicolas GROSJEAN, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 252, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire soussigné, restera annexée pour être enregistrée avec le présent acte. L'Associé Unique a exposé au notaire ce qui suit et l'a prié d'acter que:

I. Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales, représentant l'entière du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points figurant à l'ordre du jour.

II - L'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée générale, reconnaît avoir été suffisamment informé au préalable de l'ordre du jour, considère être valablement convoqué et accepte de délibérer et de voter sur tous les points de l'ordre du jour. L'Associé Unique reconnaît en outre que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à sa disposition dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 18.500,-EUR (dix-huit mille cinq cents Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500,- EUR (douze mille cinq cents Euros) au montant de 31.000,- EUR (trente-et-

un mille Euros) par l'émission de 18.500 (dix-huit mille cinq cents) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1,- EUR (un Euro) chacune;

2. Souscription et paiement de toutes les nouvelles parts sociales par l'associé unique de la Société;
3. Entérinement de la démission des gérants de la Société et approbation de l'octroi de décharges;
4. Conversion de la forme sociale de la Société de société à responsabilité limitée en société anonyme et refonte intégrale des statuts;
5. Nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société et détermination de la durée de leurs mandats; et
6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 18.500,-EUR (dix-huit mille cinq cents Euros) afin de le porter de son montant actuel de 12.500,- EUR (douze mille cinq cents Euros) au montant de 31.000,- EUR (trente-et-un mille Euros) par l'émission de 18.500 (dix-huit mille cinq cents) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de 1,-EUR (un Euro) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales").

Souscription - Paiement

L'Associé Unique déclare souscrire à toutes les Nouvelles Parts Sociales au moyen d'un apport en numéraire.

Preuve de l'existence de l'apport

Une preuve de l'apport a été fournie au notaire soussigné.

Deuxième résolution:

Il est décidé (i) d'entériner les démissions de (a) Mademoiselle Zamyra H. Cammans, manager, née le 11 février 1969 à Utrecht (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre, (b) Madame Petronella J.S. Dunselman, manager, née le 6 avril 1965, à Amsterdam (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre, (c) Monsieur Ross Grater, manager, né le 11 juillet 1980 à Windhoek (Namibie), demeurant professionnellement au 15-17 Grosvenor Gardens, SW1W 0BD, Londres, (Royaume-Uni) et (d) Monsieur Jean Lemaire, manager, né le 10 juillet 1953 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement à 12 A Rue de Randlingen, L-8366 Hagen en tant que gérants de la Société et (ii) de leur donner décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

Troisième résolution

Il est décidé de convertir la forme sociale de la Société de société à responsabilité limitée en société anonyme dénommée HELIUM II S.A. et de procéder à une refonte complète des statuts, de sorte à les adapter à la nouvelle forme de la société, sans en modifier les éléments essentiels.

Par conséquent les 31.000 (trente et un mille) parts sociales actuelles sont remplacées par 31.000 (trente et un mille) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

Chaque associé recevra une "action S.A." en échange d'une "part sociale S.à r.l.".

Rapport du réviseur d'entreprises

Conformément aux articles 33-1, 32-1 et 26-1 (1) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ce changement de forme juridique a fait l'objet d'une vérification par "FBK AUDIT S.à r.l.", une société à responsabilité limitée avec siège social à 47, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg agissant comme réviseur d'entreprises agréé indépendant à Luxembourg, sous la signature de Monsieur Jean Marie BODEN.

La conclusion dudit rapport est la suivante:

Conclusion

«Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de la société qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions de la société à émettre en contrepartie.»

Ledit rapport, après avoir été signé "ne varietur" par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte afin d'être enregistré avec lui.

Quatrième résolution

Il est décidé de procéder à une refonte totale des statuts pour refléter les résolutions prises ci-avant et pour les adapter à la nouvelle forme juridique de la société, leur donnant la teneur suivante:

Dénomination - Objet - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes par le propriétaire actuel des actions ci-après créées et/ou toute personne qui deviendra actionnaire dans le futur, une société sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination "HELIUM II S.A." (la "Société").

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. L'objet de la Société est de détenir, directement ou indirectement, des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir au moyen d'achat, de souscription, d'acquisition tous titres et droits, sous quelque forme que ce soit, par voie de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, ou d'acquérir des instruments financiers, sous quelque forme que ce soit, et de posséder, d'administrer, de développer et de gérer cette détention de participations.

La Société peut réaliser les opérations suivantes:

L'emprunt d'argent, sous quelque forme que ce soit, ou l'obtention de crédit, sous quelque forme que ce soit, et la levée de fonds au moyen de, comprenant mais sans limitation, l'émission d'obligations, de billets à ordre, de reconnaissances de dettes et d'autres instruments obligataires, l'utilisation de produits dérivés ou autres.

L'assistance, sous quelque forme que ce soit, comprenant mais sans limitation, par avances, prêts, dépôts monétaires et crédits, à ses filiales ou sociétés dans lesquelles elle a un intérêt financier direct ou indirect, même non substantiel, ou à des sociétés qui sont actionnaires directs ou indirects de la Société ou à des sociétés appartenant au même groupe de la Société (dénommées ci-après les «Sociétés Affiliées» et chacune comme la «Société Affiliée»).

Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même groupe de la Société si cette société détient, directement ou indirectement, contrôle, est contrôlée par, ou est sous contrôle commun avec, la Société, dans tous les cas que ce soit en tant que bénéficiaire économique, mandataire, gardien ou autres fiducies. Une société sera considérée contrôler une autre société si la première société détient, directement ou indirectement, tout ou quasi tout le capital social de la société contrôlée ou a le pouvoir de diriger ou influencer la direction de la gestion ou de la politique de l'autre société, tant par son droit de vote que par contrat ou autrement.

L'octroi de garantie, de gage ou de tout autre forme de privilège, que ce soit par des conventions personnelles ou hypothécaires, sur l'entièreté ou une partie de l'entreprise, sur les biens (présents et futurs) quelque soit la méthode, en vue de l'accomplissement de tous contrats ou de toutes obligations de la Société et de toute Société Affiliée, ou de tout directeur ou officier de la Société ou des Sociétés Affiliées et de donner assistance aux Sociétés Affiliées dans les limites des lois applicables.

La conclusion de contrats, comprenant mais sans limitation, sous toutes formes de contrat d'acquisition, de promesse de vente, de contrats d'association, de contrats de prise ferme, de contrats de marketing, de contrats de gestion et de mise à disposition, de contrats d'administration et tout autre contrat pour les services, les contrats de vente, en relation avec la levée de fonds.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs décrits ci-dessus et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil d'administration.

Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché du Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales permanents ou non, au Luxembourg uniquement.

Capital - Actions

Art. 5. La Société a un capital social émis de 31.000,- EUR (trente et un mille Euros), représenté par 31.000 (trente et un mille) actions ayant une valeur nominale de 1,- EUR (1 Euro) chacune.

Art. 6. Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires.

Le droit d'un actionnaire dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre d'actions qu'il détient dans le capital social de la Société.

Le décès, l'incapacité, la dissolution, l'insolvabilité ou tout autre évènement similaire concernant tout actionnaire ou l'actionnaire unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

La Société pourra, aux conditions et termes prévus par la loi, racheter ou retirer ses propres actions.

Les actions sont nominatives et ne peuvent être converties en actions au porteur.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme étant la propriétaire de ces actions.

Conformément à l'article 9 de la loi du 5 août 2005, sur les contrats de garantie financière, telle que modifiée, les droits de vote attachés aux actions peuvent être exercés par toute personne (ci-après le «Représentant des Créanciers Gagistes») auquel ces actions ont été gagées sous réserve et conformément à la convention de gage y afférente. Le Représentant des Créanciers Gagistes peut, en conformité avec le contrat de gage applicable, également exercer tous les droits de l'actionnaire concerné en relation avec la convocation d'une assemblée des actionnaires ou à l'adoption de résolutions d'actionnaires, y compris, afin d'éviter tout doute, le droit de demander au conseil d'administration de convoquer une assemblée des actionnaires, de demander l'adjonction d'éléments supplémentaires à l'ordre du jour, de proposer et d'adopter des résolutions par écrit (dans la mesure permise par la loi). La Société devra se conformer à tout accord intervenu entre un actionnaire et le Représentant des Créanciers Gagistes relatif aux droits décrits ci-dessus. Une fois que le Représentant des Créanciers Gagistes a décidé d'exercer les droits ci-dessus, toute décision ne sera valablement adoptée que si elle est adoptée en conformité avec les dispositions ci-dessus.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 7. Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout actionnaire de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque actionnaire, sa résidence, son siège social ou principal, le nombre d'actions qu'il détient, l'indication des sommes payées pour ces actions, tous transferts les concernant, les dates de ceux-ci selon l'article 8 des présents statuts, ainsi que toutes garanties accordées sur ces actions.

Chaque actionnaire notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'actionnaire qu'elle a reçue.

Art. 8. Le droit de propriété sur les actions peut être établi par l'enregistrement d'un actionnaire dans le registre des actions. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs, selon le cas, sur requête et aux frais de l'actionnaire en question.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de l'action à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle action jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

Les actions sont librement cessibles, sous réserve des conditions et termes prévus par la loi.

Assemblées générales des actionnaires

Art. 9. Les actionnaires de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des actionnaires, qui constitue un des organes de la Société.

Si la Société ne possède qu'un seul actionnaire, cet actionnaire exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Dans ce cas et lorsque le terme "actionnaire unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à "l'assemblée générale des actionnaires" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à "l'actionnaire unique".

L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, pour être tenue aux lieu et date précisés dans l'avis de convocation (situé dans le Grand-Duché de Luxembourg). Une copie de l'avis de convocation devra être transmise au Représentant des Créanciers Gagistes.

Toute assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être tenue dans le Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, lorsqu'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société en fait la demande écrite auprès du conseil d'administration ou du commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, en indiquant l'ordre du jour. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires doit être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, afin d'être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande aux et date précisés dans l'avis de convocation lieu (situé dans le Grand-Duché de Luxembourg). Une copie de l'avis de convocation devra être transmise au Représentant des Créanciers Gagistes.

Une assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu (situé dans le Grand-Duché de Luxembourg) tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée, le dernier jeudi du mois de juin à 15.00 heures. Une copie de l'avis de convocation devra être transmise au Représentant des Créanciers Gagistes. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue le jour ouvrable suivant. Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, doit convoquer l'assemblée générale annuelle des actionnaires dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société. Une copie de l'avis de convocation devra être transmise au Représentant des Créanciers Gagistes.

L'avis de convocation à toute assemblée générale des actionnaires doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée (situé dans le Grand-Duché de Luxembourg), et cet avis doit être envoyé à chaque actionnaire par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée. Une copie de l'avis de convocation devra être transmise au Représentant des Créanciers Gagistes.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société peut requérir du conseil d'administration l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Ces demandes doivent être envoyées au siège social de la Société par lettre recommandée au moins cinq (5) jours avant la date prévue de l'assemblée. Une copie de ladite demande devra être transmise au Représentant des Créanciers Gagistes.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et si tous les actionnaires et le Représentant des Créanciers Gagistes déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des actionnaires, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient actionnaires ou membres du conseil d'administration. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des actionnaires.

Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des actionnaires.

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée générale des actionnaires agisse et délibère valablement, sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts.

Chaque action donne droit à un (1) vote, sous réserve des dispositions de la loi.

Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les décisions d'une assemblée générale des actionnaires valablement convoquée seront adoptées à la majorité simple des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

Un actionnaire peut agir à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne, actionnaire ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

Tout actionnaire qui prend part à l'assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent les unes les autres sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Toute assemblée tenue par conférence téléphonique ou vidéoconférence devra être initiée depuis le Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque actionnaire peut voter à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se réfèrent.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés lors d'une assemblée où au moins la moitié du capital social émis de la Société est présente ou représentée au premier vote. Au second vote, la décision sera adoptée à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés lors de l'assemblée, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

Art. 13. Sous réserve des termes et conditions de la loi, le conseil d'administration peut reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée jusqu'à quatre (4) semaines, y compris toute assemblée générale des actionnaires convoquée pour décider d'une modification des statuts. Le conseil d'administration doit reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée si cela est demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social émis de la Société. Par un tel report d'une assemblée générale des actionnaires déjà engagée, toute décision déjà adoptée lors de cette assemblée sera annulée.

Art. 14. Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout actionnaire qui en fait la demande.

De même, l'actionnaire unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

Administration

Art. 15. La Société sera administrée par un conseil d'administration dont les membres ne doivent pas nécessairement être des actionnaires. Ce conseil d'administration sera composé d'administrateur de types A et B et ayant des pouvoirs de signature et de décision tel que prévus ci-dessous. Une majorité d'administrateurs, dans chacune des catégories, doit avoir sa résidence professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour adopter les actes d'administration et de disposition nécessaires à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale des actionnaires.

Conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs ou à toute autre personne, actionnaire ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement. Le conseil d'administration détermine la désignation, les conditions de retrait et l'étendue des pouvoirs attachées à ces délégations de pouvoir.

La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 16. Le conseil d'administration est composé d'au moins trois (3) membres.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale des actionnaires. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 17. Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

Si une personne morale est nommée au poste d'administrateur de la Société, cette personne morale devra désigner une personne physique comme représentant permanent, qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur. Une personne physique ne peut être le représentant permanent que d'un (1) administrateur et ne peut pas en même temps être lui-même administrateur.

Tout administrateur peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des actionnaires, pourvu que la majorité des administrateurs ait sa résidence professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) années et tout administrateur exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout administrateur sortant peut être réélu.

Art. 18. Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur devient vacant à la suite d'un décès, d'une incapacité juridique, d'une faillite, d'une retraite ou autre, cette vacance peut être provisoirement comblée par les administrateurs restant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se prononcera sur une nomination permanente, si cela apparaît approprié.

Si, dans le cas où il existe plusieurs actionnaires, le nombre total des membres du conseil d'administration devient inférieur à trois (3) ou à un minimum supérieur fixé par les présents statuts, le cas échéant, cette vacance doit être comblée sans délai soit par l'assemblée générale des actionnaires soit, provisoirement, par les administrateurs restant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se prononcera sur la nomination permanente.

Art. 19. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation (situé dans le Grand-Duché de Luxembourg) tel que décrit au prochain alinéa.

Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil d'administration doit être donné à tous les administrateurs ainsi qu'au Représentant des Créanciers Gagistes par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque administrateur par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver, le Représentant des Créanciers Gagistes reconnaissant également avoir été suffisamment informé au préalable de la tenue de la réunion. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration, le Représentant des Créanciers Gagistes reconnaissant également avoir été suffisamment informé au préalable de la tenue de la réunion. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts, le Représentant des Créanciers Gagistes étant dûment informé au préalable de la tenue de la réunion.

Art. 20. Le président du conseil d'administration préside à toutes les réunions du conseil d'administration. En son absence, le conseil d'administration peut provisoirement élire un autre administrateur comme président temporaire.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration, la majorité de ceux-ci étant des administrateurs ayant leur résidence professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion du conseil d'administration sachant qu'au moins un administrateur de chaque catégorie ait adopté ces décisions.

Tout administrateur peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre administrateur comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Un administrateur ayant sa résidence professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg ne peut être représenté que par un autre administrateur ayant sa résidence professionnelle au Grand-Duché de Luxembourg.

Tout administrateur qui prend part à une réunion du conseil d'administration au moyen d'une conférence téléphonique, d'une vidéoconférence ou de tout autre moyen de communication similaire permettant l'identification de cet administrateur et par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre les unes les autres sans discontinuité et participer pleinement et activement à cette réunion, doit être considéré comme présent pour le calcul des quorum et majorité. Toute réunion tenue par conférence téléphonique ou vidéoconférence devra être initiée depuis le Grand-Duché de Luxembourg.

Sauf si la loi en dispose autrement, tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt dans une transaction soumise à l'acceptation du conseil d'administration susceptible d'être en conflit avec les intérêts de la Société doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration. Cet administrateur ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Tout conflit d'intérêt de ce type doit être rapporté à l'assemblée générale des actionnaires suivante, avant que toute décision concernant tout autre point ne soit prise.

Art. 21. Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président ou par deux administrateurs, le cas échéant.

Art. 22. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe d'au moins un administrateur de chaque catégorie, ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration ou par l'administrateur unique. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué conformément aux règles d'une telle délégation.

Surveillance de la société

Art. 23. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires ou réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, qui peuvent être des actionnaires ou non tel que prévu par les lois luxembourgeoises.

L'assemblée générale des actionnaires détermine le nombre de commissaire aux comptes statutaire ou de réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans. Un ancien commissaire aux comptes ou réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, ou un commissaire aux comptes ou réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, sortant peut être réélu systématiquement par l'assemblée générale des actionnaires.

Tout commissaire aux comptes statutaire ou réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des actionnaires.

Dans l'hypothèse où le nombre de commissaires aux comptes statutaires ou de réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, serait réduit de plus de la moitié pour cause de décès ou autre, le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale des actionnaires sans délai afin de combler cette/ces vacance(s).

Le commissaire aux comptes statutaire ou réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

Le commissaire aux comptes statutaire ou réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant, peut être assisté par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires ou réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni actionnaire, ni commissaire aux comptes ou réviseur d'entreprises agréé, le cas échéant. Les règles des présents statuts concernant la

convocation et la conduite des réunions du conseil d'administration s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises agréés, le cas échéant.

Exercice social - Comptes annuels - Réserves

Art. 24. L'exercice de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 25. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les sommes allouées à la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire accepte cette affectation.

En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social émis.

Aux conditions et termes prévus par la loi, et sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Dividendes

Art. 26. Le conseil d'administration pourra décider de verser des dividendes intérimaires selon les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

La prime d'émission est librement distribuable aux actionnaires par une résolution des actionnaires/de l'actionnaire ou des administrateurs/de l'administrateur, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

Dissolution - Liquidation

Art. 27. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

Loi applicable

Art. 28. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Cinquième résolution

Il est décidé que le nombre de membres au conseil d'administration est fixé à 5 (cinq) et le nombre de commissaire aux comptes à 1 (un).

Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de type A de la Société:

- Mademoiselle Zamyra H. CAMMANS, manager, née le 11 février 1969 à Utrecht (Pays-Bas), demeurant professionnellement au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg,

- Madame Petronella J.S. DUNSELMAN, manager, née le 6 avril 1965, à Amsterdam (Pays-Bas), demeurant professionnellement au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg,

- Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de type B de la Société:

- Monsieur Ross GRATER, manager, né le 11 juillet 1980 à Windhoek (Namibie), demeurant professionnellement au 15-17 Grosvenor Gardens, SW1W 0BD, Londres, (Royaume-Uni),

- Monsieur Jean LEMAIRE, manager, né le 10 juillet 1953 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement au 12 A Rue de Randlingen, L-8366 Hagen,

- Monsieur Pierre LALOY AUX, Manager, né le 25 mai 1962 à Bruxelles (Belgique), demeurant professionnellement au 2, rue des Dalhias, L-1411 Luxembourg,

- Mademoiselle Zamyra H. CAMMANS, prénommée est nommée Président du Conseil d'Administration.

- L'entité suivante est nommée commissaire aux comptes de la Société:

EUROPEAN FIDUCIARY OF LUXEMBOURG S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, rue des Dalhias, L-1411 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114.396.

- L'adresse du siège social de la Société est fixée au 52-54 avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg.

- Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes se termine à la date de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique, selon le cas, décidant de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2018 ou à toute date antérieure déterminée par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, selon le cas.

120363

Dispositions transitoires

- Le premier exercice social commence ce jour et se termine le 31 décembre 2013.
- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Coûts

Le montant approximatif des coûts, frais, salaires ou charges, sous quelque forme que ce soit, encourus ou facturés à la société en raison de sa formation est approximativement évalué à mille trois cents euros (EUR 1.300.-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: N. GROSJEAN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 juillet 2013 LAC/2013/32935. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013119363/848.

(130144990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

ProLogis UK XCVIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 87.590.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty sixth day of July.

Before us Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

ProLogis UK Holdings S.A., a company organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, (R.C.S. Luxembourg B 65.769),

duly represented by Mr Marc BECKER, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by a virtue proxy given on the 23rd day of July 2013, which, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in its capacity as sole shareholder of "ProLogis UK XCVIII S.à r.l.", a limited liability company, having its registered office at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 87.590) (the "Company"), incorporated under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg pursuant to a notarial deed on 17 May 2002, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number 1187 of August 7, 2002, and whose articles of incorporation haven't been amended since then, has required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution

The sole shareholder decides to increase the share capital of the Company by an amount of THREE MILLION FIVE HUNDRED THOUSAND POUNDS (3,500,000.- GBP) so as to raise it from its present amount of TEN THOUSAND POUNDS (10,000.- GBP) to THREE MILLION FIVE HUNDRED AND TEN THOUSAND POUNDS (3,510,000.- GBP) by the issuance of ONE HUNDRED SEVENTY FIVE THOUSAND (175,000) new shares with a par value of TWENTY POUNDS (20.- GBP) having the same rights and obligations as the existing shares.

The appearing party declares that the increase of the share capital is subscribed by the sole shareholder ProLogis UK Holdings S.A. and entirely paid up in cash so that the amount of THREE MILLION FIVE HUNDRED THOUSAND POUNDS (3,500,000.- GBP) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Second resolution

As a result of the foregoing resolution, Article 6 of the Articles of Incorporation of the Company shall henceforth read as follows:

"The Company's share capital is fixed at THREE MILLION FIVE HUNDRED AND TEN THOUSAND POUNDS (3,510,000.- GBP) represented by ONE HUNDRED AND SEVENTY FIVE THOUSAND FIVE HUNDRED (175,500) shares with a nominal value of TWENTY POUNDS (20.- GBP) each. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings".

Third resolution

The sole shareholder decides to amend article 21 of the articles of incorporation who will henceforth read as follows:

" **Art. 21.** Five per cent of the net profits are set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the general meeting of shareholders. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager or the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the manager or the board of managers,
4. The payment is based on the understanding that the rights of the creditors of the Company are not threatened."

Estimate of costs

The person appearing estimates the value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this increase of capital at three thousand euros (3,000.- Eur).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence the person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation:

L'an deux mille treize, le vingt-six juillet.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

ProLogis UK Holdings S.A., une société existant sous la loi du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, (R.C.S. Luxembourg B 65.769),

Ici dûment représentée par Monsieur Marc BECKER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 23 juillet 2013, qui, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle société comparante, agissant en sa qualité d'associée unique de "ProLogis UK XCVIII S.à r.l.", une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 87.590) (la "Société"), constituée sous la loi du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte notarié en date du 17 mai 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1187 du 7 août 2002, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors, a requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de TROIS MILLIONS CINQ CENT MILLE LIVRES STERLING (3.500.000.- GBP) pour le porter de son montant actuel de DIX MILLE LIVRES STERLING (10.000.- GBP) à TROIS MILLIONS CINQ CENT DIX MILLE LIVRES STERLING (3.510.000.- GBP), par l'émission de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE (175.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de VINGT LIVRES STERLING (20.- GBP) chacune ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Le comparant déclare que l'augmentation du capital social est souscrite et entièrement libérée en espèces par l'associée unique ProLogis UK Holdings S.A. de sorte que la somme de TROIS MILLIONS CINQ CENT MILLE LIVRES STERLING (3.500.000.- GBP) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Article 6 des Statuts est modifiée et aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS CINQ CENT DIX MILLE LIVRES STERLING (3.510.000.- GBP), représenté par CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE CINQ CENTS (175.500) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT LIVRES STERLING (20.- GBP) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires."

Troisième résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 21 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 21.** Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance.
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice.
3. La décision de la distribution d'acomptes sur dividendes est prise par le gérant ou le conseil de gérance.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.»

Frais

Le comparant évalue le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette augmentation de capital à trois mille euros (3.000.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénoms, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. BECKER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35719. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, Délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2013.

Référence de publication: 2013119526/113.

(130145078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Jasmine Securitization S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.597.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the seventh day of August,

before Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared the following:

Sanne Trust Company Limited, a company established under the laws of Jersey, having its registered office at 13 Castle Street, St Helier JE4 5UT, Jersey, registered with the Registry of the Jersey Financial Services Commission under number 41570, acting as trustee for Jasmine Charitable Trust, a charitable trust set up pursuant to the laws of Jersey which holds the shares for the benefit of any trust foundation or company established exclusively for charitable purposes in the Island of Jersey,

represented by Mr Jean-Paul Schmit, employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 6 August 2013; such proxy, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") which shall have the status of a securitization company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitization (the "Securitization Law") and shall be subject to and governed by the Securitization Law and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, (together the "Laws"), and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "Jasmine Securitization S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is to enter into one or more securitization transactions within the meaning of the Securitization Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis. The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. The Company may issue shares, notes, bonds, debentures and any kind of equity or debt securities whose value or yield depend on those risks. The Company may borrow in any form within the limits of the Securitization Law.

The Company may, in this same context, acquire, invest in, hold and dispose of loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, shares, and other securities in compliance with the provisions of the Laws, it being understood that the Company may not issue securities to the public.

The Company may give guarantees and grant pledges, mortgages or any other types of security interests over all or some of its assets within the limits of the Securitization Law.

The Company may freely dispose of, and assign its assets on such terms as determined by the board of managers or the sole manager, as the case may be.

The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by any Manager.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. External Auditors. The accounts of the Company shall be audited by an external auditor (réviseur d'entreprises) to be appointed by the sole Manager or, if the Company is managed by more than one manager, the Board of Managers of the Company in accordance with article 48 of the Securitization Law.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on 1st Wednesday of June at 08:00 a.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in

a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

For tax purposes only, profits accrued by the Company shall result in an immediate and irrevocable commitment, booked in accordance with article 89 c) of the Securitization Law as a tax deductible item to the shareholders, regardless of the actual date of payment by the Company of the proceeds so committed.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the law of 22 March 2004 on securitization.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares, as well as a share premium, as the case may be, has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
Sanne Trust Company Limited acting as trustee for Jasmine Charitable Trust	EUR 12,500.-	12,500	EUR 12,500.-
Total:	EUR 12,500.-	12,500	EUR 12,500.-

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Transitory Provisions

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2013.

Shareholders resolutions First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy, Grand Duchy of Luxembourg.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at three (3) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for an unlimited duration:

- Mrs Alexandra Fantuz, executive director, born in Hayange, France, on 25 September 1974, with professional address at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Mr Philip Godley, chartered accountant, born in Sheffield, United Kingdom, on 21 March 1974, with professional address at 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Mr James Saout, executive director, born in Jersey, Channel Islands, on 13 October 1978, with professional address at 13, Castle Street, St. Helier, JE4 5UT, Jersey.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the appearing person, the present deed has been worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le septième jour du mois d août,

par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Sanne Trust Company Limited, une société établie conformément au droit de Jersey, ayant son siège social à 13 Castle Street, St Helier JE4 5UT, Jersey, immatriculée auprès du registre du Registre de la Commission des Services Financiers de Jersey sous le numéro 41570, agissant à titre de fiduciaire pour Jasmine Charitable Trust, une fiducie de bienfaisance («charitable trust») établie conformément au droit de Jersey, qui détient les actions pour le compte de toute fiducie de bienfaisance ou toute société constituée exclusivement à des fins de bienfaisance sur l'île de Jersey,

représentée par M. Jean-Paul Schmit, salarié, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 6 août 2013, laquelle procuration, signée par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les statuts qui suivent ont ainsi été rédigés:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») qui aura le statut de société de titrisation au sens de la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la «Loi sur la Titrisation») et sera soumise et régie par la Loi sur la Titrisation et par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (ensemble les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Jasmine Securitization S.à r.l.».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. L'objet de la Société est de conclure une ou plusieurs opérations de titrisation au sens de la Loi sur la Titrisation et la Société peut, dans ce contexte, assumer les risques, existants ou futurs, liés à la possession d'actifs qu'ils soient mobiliers ou immobiliers, corporels ou incorporels, ainsi que les risques découlant d'obligations assumés par des tiers ou inhérents à la totalité ou à une partie des activités réalisées par des tiers, dans une ou plusieurs transactions ou de façon continue. La Société peut assumer ces risques par l'acquisition de biens, l'octroi de garanties des obligations ou en s'engageant par tout autre moyen. La Société peut émettre des parts sociales, des titres, des obligations, des emprunts

obligataires et toute sorte de titres ou de dette dont la valeur ou le rapport dépend de ces risques. La Société peut réaliser des emprunts sous toute forme dans les limites autorisées par la Loi sur la Titrisation.

La Société peut, dans ce même contexte, acquérir, investir dans, détenir et disposer des prêts, valeurs mobilières, titres, actifs, obligations, billets à ordre, avances, parts sociales, et autres valeurs mobilières conformément aux dispositions des Lois, étant entendu que la Société ne peut pas émettre des titres au public.

La Société peut octroyer des garanties et des gages, des emprunts hypothécaires ou tout autres types de sûretés sur la totalité ou sur une partie de ses actifs dans les limites autorisées par la Loi sur la Titrisation.

La Société peut librement disposer de, et transférer ses actifs, suivant les modalités déterminées par le conseil de gérance ou le gérant unique, selon le cas.

La Société peut exercer tous investissements ou opérations de nature juridique, commerciale, technique ou financière, et en général, toutes transactions nécessaires ou utiles au développement de son objet social, ainsi que toutes les opérations liées directement ou indirectement à l'accomplissement de son objet social dans tous les secteurs décrits ci-dessus.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation d'un des Gérants.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserait tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Réviseurs d'Entreprises. Les comptes de la Société seront contrôlés par un réviseur d'entreprises qui sera nommé par le Gérant unique ou si la Société est administrée par plusieurs gérants, le Conseil de Gérance de la Société, conformément à l'article 48 de la Loi sur la Titrisation.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le 1^{er} mercredi du mois de juin à 08h00.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendriers suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Uniquement pour des raisons fiscales, les bénéfices à distribuer par la Société s'analyseront en un engagement immédiat et irrévocable, comptabilisé, conformément à l'article 89 c) de la Loi sur la Titrisation, comme un poste déductible d'impôt pour les associés, sans prendre en compte la date exacte de paiement des produits ainsi engagés par la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en espèces ainsi qu'il suit:

Associés	Capital souscrit	nombre de parts sociales	montant libéré
Sanne Trust Company Limited acting as trustee for Jasmine Charitable Trust	EUR 12.500,-	12.500	EUR 12.500,-
TOTAL:	EUR 12.500,-	12.500	EUR 12.500,-

Le montant de douze mille cinq cents euro (EUR 12.500,-) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000.-).

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre de 2013.

Assemblée générale extraordinaire Première Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'établir le siège social à L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy, Grand-Duché de Luxembourg.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de fixer à trois (3) le nombre de Gérants et a décidé de plus de nommer les personnes suivantes Gérants pour une période indéterminée:

- Mme Alexandra Fantuz, executive director, née à Hayange, France, le 25 septembre 1974, domiciliée professionnellement au 51, avenue John F. Kennedy, L1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- M. Philip Godley, chartered accountant, né à Sheffield, Royaume-Uni, le 21 mars 1974, domicilié professionnellement au 51, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- M. James Saout, executive director, né à Jersey, Îles de la Manche, le 13 octobre 1978, domicilié professionnellement au 13 Castle Street, St. Helier, JE4 5UT, Jersey.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Schmit, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 08 août 2013 Relation: LAC/2013/37314 Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013119410/617.

(130144753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

PERF3 SA, Pan European Real Estate Fund 3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.236.

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PAN EUROPEAN REAL ESTATE FUND 3 S.A., en abrégé PERF3 S.A., avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, R.C.S. Luxembourg section B numéro 162.236, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2185 du 16 septembre 2011, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire instrumentant, en date du 10 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2434 du 29 septembre 2012. L'assemblée est présidée par Madame Solange Wolter, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et scrutatrice Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg. Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

II.- Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée sans convocation préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

- Augmentation du capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 72.000 (soixante-douze mille euros) à Euro 132.000 (cent trente-deux mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune;

- Souscription et libération des 600 nouvelles actions par versement en espèces de Euro 60.000 (soixante mille euros);

- Modification subséquente des statuts.

Après délibération, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 72.000 (soixante-douze mille euros) à Euro 132.000 (cent trente-deux mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune.

Souscription et Libération

Les 600 (six cents) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire unique la société SOFICOLE EXPLOITATIE MAATSCHAPPIJ N.V., ayant son siège social à De Boelelaan 7, NL-1089 HJ Amsterdam,

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013, ci-annexée.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de EUR 60.000,- (soixante mille euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société en vue de lui donner la teneur suivante:

« 5.1. Le capital social souscrit est fixé à EUR 132.000,- (cent trente-deux mille Euro) représenté par 1.320 (mille trois cent vingt) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euro) chacune. »

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 2.000,-.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35331. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119528/62.

(130144959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

PERF4 SA, Pan European Real Estate Fund 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.270.

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PAN EUROPEAN REAL ESTATE FUND 4 S.A., en abrégé PERF4 S.A., avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, R.C.S. Luxembourg section B numéro 162.270, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2310 du 28 septembre 2011, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire instrumentant, en date du 10 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2434 du 29 septembre 2012.

L'assemblée est présidée par Madame Solange Wolter, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et scrutatrice Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

II.- Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée sans convocation préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

- Augmentation du capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 78.000 (soixante-dix-huit mille euros) à Euro 138.000 (cent trente-huit mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune;

- Souscription et libération des 600 nouvelles actions par versement en espèces de Euro 60.000 (soixante mille euros);

- Modification subséquente des statuts.

Après délibération, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 78.000 (soixante-dix-huit mille euros) à Euro 138.000 (cent trente-huit mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune.

Souscription et Libération

Les 600 (six cents) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire unique la société SOFICOLE EXPLOITATIE MAATSCHAPPIJ N.V., ayant son siège social à De Boelelaan 7, NL-1089 HJ Amsterdam,

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013, ci-annexée.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de EUR 60.000.- (soixante mille euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société en vue de lui donner la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 138.000.- (cent trente-huit mille Euro) représenté par 1.380 (mille trois cent quatre-vingt) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euro) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 2.000.-.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35332. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119529/63.

(130144970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

PERF6 SA, Pan European Real Estate Fund 6 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.272.

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PAN EUROPEAN REAL ESTATE FUND 6 S.A., en abrégé PERF6 S.A., avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, R.C.S. Luxembourg section B numéro 162.272, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2294 du 27 septembre 2011, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire instrumentant, en date du 10 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2434 du 29 septembre 2012.

L'assemblée est présidée par Madame Solange Wolter, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et scrutatrice Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

II.- Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée sans convocation préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

- Augmentation du capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 71.000 (soixante et onze mille euros) à Euro 131.000 (cent trente-et-un mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune;

- Souscription et libération des 600 nouvelles actions par versement en espèces d'Euro 60.000 (soixante mille euros);

- Modification subséquente des statuts

Après délibération, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 71.000 (soixante et onze mille euros) à Euro 131.000 (cent trente-et-un mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune.

Souscription et Libération

Les 600 (six cents) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire unique la société SOFICOLE EXPLOITATIE MAATSCHAPPIJ N.V., ayant son siège social à De Boelelaan 7, NL-1089 HJ Amsterdam,

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013, ci-annexée.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de EUR 60.000,- (soixante mille euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société en vue de lui donner la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 131.000,- (cent trente-et-un mille Euro) représenté par 1.310 (mille trois cent dix) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euro) chacune. »

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 2.000,-.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35334. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119531/63.

(130144979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

PERF7 SA, Pan European Real Estate Fund 7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.273.

L'an deux mille treize, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PAN EUROPEAN REAL ESTATE FUND 7 S.A., en abrégé PERF7 S.A., avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, R.C.S. Luxembourg section B numéro 162.273, constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2309 du 28 septembre 2011, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire instrumentant, en date du 10 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil, des Sociétés et Associations, numéro 2434 du 29 septembre 2012.

L'assemblée est présidée par Madame Solange Wolter, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire et scrutatrice Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

II.- Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée sans convocation préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

- Augmentation du capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 71.000 (soixante et onze mille euros) à Euro 131.000 (cent trente-et-un mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune;

- Souscription et libération des 600 nouvelles actions par versement en espèces d'Euro 60.000 (soixante mille euros);

- Modification subséquente des statuts

Après délibération, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de Euro 60.000,- (soixante mille euros) pour le porter de son montant actuel de Euro 71.000 (soixante et onze mille euros) à Euro 131.000 (cent trente-et-un mille euros) par l'émission de 600 (six cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de Euro 100 chacune.

Souscription et Libération

Les 600 (six cents) nouvelles actions sont souscrites par l'actionnaire unique la société SOFICOLE EXPLOITATIE MAATSCHAPPIJ N.V., ayant son siège social à De Boelelaan 7, NL-1089 HJ Amsterdam,

ici représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013, ci-annexée.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de EUR 60.000 (soixante mille euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1. des statuts de la Société en vue de lui donner la teneur suivante:

« **5.1.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 131.000,- (cent trente-et-un mille Euro) représenté par 1.310 (mille trois cent dix) actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euro) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 2.000.-.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. WOLTER, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35335. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 août 2013.

Référence de publication: 2013119532/63.

(130144982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

AMPM Communication S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,

(anc. Agence de Publicité Signtec S.à r.l.).

Siège social: L-6719 Grevenmacher, 3, rue du Centenaire.

R.C.S. Luxembourg B 147.458.

Im Jahre zwei tausend dreizehn,

den zwölften August.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

1.- Frau Ute SCHRITZ, geborene HETTLER, Geschäftsführerin, wohnhaft in D-54453 Nittel, Moselstrasse 39.

2.- Herr Edgar Michael SCHRITZ, Geschäftsführer, wohnhaft in D-54453 Nittel, Moselstrasse 18A.

Welche Komparenten dem unterzeichneten Notar erklärten, dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Agence de Publicité Signtec S.à r.l. sind, mit Sitz in L-6719 Grevenmacher, 3, rue du Centenaire, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 147.458 (NIN 2009 2419 674).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch Notarin Martine SCHAEFFER, mit dem Amtssitze in Luxemburg, am 15. Juli 2009, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1659 vom 28. August 2009 und deren Statuten abgeändert wurden zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 24. November 2009, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2498 vom 23. Dezember 2009.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-) beläuft, eingeteilt in zwölf tausend fünf hundert Anteile (12.500) von je EINEM EURO (€ 1.-) zugeteilt wie folgt:

1.- Frau Ute SCHRITZ, vorgenannt, drei tausend ein hundert fünf und zwanzig Anteile	3.125
2.- Herr Edgar Michael SCHRITZ, vorgenannt, neun tausend drei hundert fünfundsiebzig Anteile	9.375
Total: zwölf tausend fünf hundert Anteile	12.500

Alsdann haben die Komparenten den unterzeichneten Notar ersucht Nachstehendes wie folgt zu beurkunden:

Anteilübertragung

Herr Edgar Michael SCHRITZ, vorgenannt, überträgt und überlässt hiermit unter der Gewähr Rechtens neun tausend drei hundert fünfundsiebzig (9.375) ihm gehörende Anteile an besagter Gesellschaft an die hier anwesende und dies annehmende Frau Ute SCHRITZ, geborene HETTLER, vorgenannt, für den Betrag von EINEM EURO (€1.-).

Frau Ute SCHRITZ, geborene HETTLER ist von heute an Eigentümerin der ihr übertragenen Anteile mit allen daran verbundenen Rechten und Pflichten.

Sie erklärt eine genaue Kenntnis sowohl der Statuten als auch der finanziellen Lage der Gesellschaft zu haben.

Herr Edgar Michael SCHRITZ erklärt vor Errichtung der gegenwärtigen Urkunde von Frau Ute SCHRITZ, geborene HETTLER den ihm zustehenden Betrag von einem Euro (€ 1.-) erhalten zu haben worüber hiermit Quittung, Titel und Entlastung.

Frau Ute SCHRITZ und Herr Edgar Michael SCHRITZ, handelnd in ihrer Eigenschaft als Geschäftsführerin bzw. kaufmännischer Direktor der Gesellschaft „Agence de Publicité Signtec S.à r.l.“, erklären im Namen der Gesellschaft diese Abtretung von Gesellschaftsanteilen anzunehmen, mit Freistellung von der in Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Zustellung.

Alsdann ersuchte die jetzige alleinige Gesellschafterin, Frau Ute SCHRITZ, geborene HETTLER, vorgenannt, den instrumentierenden Notar die nachfolgenden Beschlüsse zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst aufgrund der vorhergehenden Anteilübertragung Artikel 6 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 6.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), eingeteilt in zwölf tausend fünf hundert (12.500) Anteile von je EINEM EURO (€ 1.-) alle zugeteilt Frau Ute SCHRITZ, geborene HETTLER, Geschäftsführerin, wohnhaft in D-54453 Nittel, Moselstrasse 39."

Zweiter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin nimmt den Rücktritt von Herrn Edgar Michael SCHRITZ als kaufmännischer Direktor der Gesellschaft an und erteilt ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandats.

Frau Ute SCHRITZ, geborene HETTLER, vorgenannt, ist nunmehr alleinige Geschäftsführerin der Gesellschaft „Agence de Publicité Signtec S.à r.l.“, mit der Befugnis die Gesellschaft unter allen Umständen durch ihre alleinige Unterschrift rechtsgültig zu vertreten und zu verpflichten.

Dritter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst den Gesellschaftsnamen in AMPM COMMUNICATION S.à r.l. abzuändern. Artikel 3 der Statuten wird demzufolge abgeändert um folgenden Wortlaut zu erhalten:

Art. 3. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung „AMPM COMMUNICATION S.à r.l.“.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: U. SCHRITZ, E. M. SCHRITZ, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 août 2013. Relation: ECH/2013/1538. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 21. August 2013.

Référence de publication: 2013119692/69.

(130145546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2013.

GFI Software S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.127.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Référence de publication: 2013119348/11.

(130145172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Zaunmontage S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 2, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 153.517.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zwei tausend dreizehn,

den zwölften August.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Ahmet BIQKAJ, diplomierter Bergbauingenieur, wohnhaft in D-54329 Konz, Niedermenningerstrasse, 67.

Welcher Komparent den instrumentierenden Notar ersuchte nachstehende Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I.- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung ZAUNMONTAGE S.à r.l., mit Sitz in L-6617 Wasserbillig, 2, route d'Echternach, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 153.517 (NIN 2010 2417 896) gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 7. Juni 2010, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1403 vom 8. Juli 2010.

II.- Dass das Kapital der Gesellschaft sich augenblicklich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je ein hundert fünf und zwanzig Euro (€ 125.-).

III.- Dass die Gesellschaft ZAUNMONTAGE S.à r.l. in keinen Rechtsstreit verwickelt ist.

IV.- Dass die Gesellschaftsanteile weder verpfändet noch durch Dritte belastet sind, noch Dritte irgendwelche Rechte darauf geltend machen können.

V.- Dass die Gesellschaft nicht im Besitz von Immobilien und/oder Immobilienanteilen ist.

VI.- Dass mit Ausnahme der Kosten der gegenwärtigen Auflösung, alle Schulden der Gesellschaft bezahlt sind.

VII.- Dass der Komparent der alleinige Eigentümer dieser Anteile ist und dass er nach eingehender Belehrung die folgenden Beschlüsse gefasst hat:

Erster Beschluss

Die Gesellschaft ZAUNMONTAGE S.à r.l. wird mit Wirkung zum heutigen Tage an aufgelöst.

Zweiter Beschluss

Die Aktiva und die Passiva der Gesellschaft werden von dem alleinigen Anteilhaber persönlich übernommen.

Dritter Beschluss

Dem Geschäftsführer wird volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates betreffend die Geschäftsführung erteilt.

Vierter Beschluss

Die Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden während fünf Jahren an folgender Adresse aufbewahrt werden: D-54329 Konz, Niedermenningerstrasse, 67.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung hat der Komparent die gegenwärtige Urkunde zusammen mit dem handelnden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: A. BIQKAJ, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 août 2013. Relation: ECH/2013/1539. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 21. August 2013.

Référence de publication: 2013119664/46.

(130145306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

IF Two Top S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 128.329.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013119389/9.

(130145073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Bel Air, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 133.172.

Extrait des décisions prises par voie de résolution circulaire en date du 27 mai 2013

En date du 27 mai 2013, le Conseil d'Administration a:

- décidé d'accepter la démission de Monsieur Sen Sui en date du 8 janvier 2013,
- pris note que la CSSF n'a pas donné son agrément pour la nomination de Monsieur Lucien Euler.
- décidé de coopter, avec effet au 21 mai 2013, Monsieur Stéphane Herpe, 2, Rue des princes, MC 98000 Monaco, en qualité d'Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2013, en remplacement de Monsieur Frédéric Lamotte, démissionnaire,
- décidé de coopter, avec effet au 21 mai 2013, Monsieur Charles Nollet, 39, Allée Scheffer, L - 2520 Luxembourg, en qualité d'Administrateur jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2013, en remplacement de Monsieur Mickaël Lok, démissionnaire.

Luxembourg, le 20 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Bel Air

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013119177/21.

(130144766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2013.

Aztig Pharma Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 147.814.

RECTIFICATIF

Référence de dépôt: L12012112

Déposé le 16/07/2012

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2013.

Référence de publication: 2013119709/13.

(130145799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2013.
